

# **Au Kazakhstan, le gouvernement dénonce-t-il des “terroristes” afin de “tirer pour tuer” ?**

mardi 18 janvier 2022, par [The Diplomat](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2022).

**Appeler “terroristes” les manifestants, comme l’a fait le gouvernement du Kazakhstan, mène à de graves violations des droits humains, disent des experts des Nations unies. Ces derniers demandent une enquête indépendante.**

Des experts des [Nations unies](#) se sont adressés le 11 janvier au gouvernement du Kazakhstan pour lui demander de ne pas faire un emploi abusif du mot “[terrorisme](#)”. Ils l’invitent à “*autoriser la constitution d’une commission indépendante fondée sur les principes des droits de l’homme pour enquêter sur l’usage de la force par l’État contre des manifestants*”, [rapporte le site américain The Diplomat](#).

Ces experts, rapporteurs spéciaux et membres de commissions spécialisées dans les droits de l’homme expriment leur inquiétude face aux ordres de “*tirer pour tuer*” émis par le président, Kassym-Jomart Tokaïev. Les préoccupations concernent aussi l’usage très large fait du mot “terrorisme”, dans la foulée des manifestations. Bien que les données fiables manquent, les affrontements survenus lors de celles-ci auraient fait plus de 160 victimes civiles ainsi que 18 morts parmi les policiers, entre le 2 et le 9 janvier.

“*Un mauvais usage du mot ‘terrorisme’ affaiblit la sécurité de tous et amoindrit ce terme, qui a pourtant un sens spécifique en droit international*”, écrivent les experts, qui redoutent que la désignation des manifestants en tant que terroristes ne soit qu’un moyen d’utiliser la législation permettant de tirer : “*Mettre un tel frein à la [liberté d’expression](#) et d’assemblée*” est absolument contraire au droit international, soulignent-ils.

## **Les corps ont été récupérés**

Cette déclaration conteste directement celles du gouvernement, “*qui a amplement nié avoir employé la force contre des manifestants et juré ne l’avoir fait que contre des ‘terroristes’*”, note le webzine.

Mais aucune preuve de cette menace n’a été fournie, ni aucune indication sur le nom des groupes terroristes prétendument impliqués ni leurs éventuels liens avec l’étranger, poursuit *The Diplomat*. Près de 10 000 personnes auraient été arrêtées, mais leurs noms restent pour la plupart inconnus. Quant aux quelque 160 morts, leurs corps auraient été récupérés.

“Bizarrement, Tokaïev a indiqué que les ‘terroristes’ auraient récupéré leurs corps dans les morgues et dans les rues – une bonne raison pour ne pas pouvoir fournir de preuve.”

Les experts en appellent aux autorités pour qu’elles “*cessent leur usage sans retenue de la force, dont des moyens létaux, contre les manifestants*”.

---

## **The Diplomat**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

## **P.-S.**

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/droits-humains-au-kazakhstan-le-gouvernement-denonce-t-il-des-terroristes-afin-de-tirer-pour>